

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance  
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre  
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée  
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources  
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en  
ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine) ) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa -  
Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique  
Arabe

# Journal de Palestine

## Dossier

N° 391 du 13.10

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon  
& consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce  
sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : [www.palestine-solidarite.org](http://www.palestine-solidarite.org) à cette adresse : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_Palestiniens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm)

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

## Sommaire

### 3 Dossier

3-1 Les travailleurs palestiniens exploités dans les usines des colonies cisjordanienne.

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

4-1 Entretien avec Khaled Mechal : « Sarkozy doit donner une impulsion vitale à la paix »

4-2 Romi Wythe Elnagar : Ma lettre au sénateur Joe Biden.

4-3 Emmanuel Riond : En Cisjordanie, les dégâts de l'occupation israélienne.

4-4 Maisa Abou Ghazaleh : Oliviers arrachés pour laisser la place à une nouvelle colonie.

### 5 Analyse - Géopolitique et stratégie

5-1 Manouchehr Mottaki : Israël est un régime ségrégationniste comme l'était celui de l'Afrique du Sud.

5-2 Aluf Benn : Un Etat schizophrénique.

5-3 Jonathan Cook : Israël est-il devenu le ferment du terrorisme colonial juif ?  
5-4 Robert Bibeau : Le vrai visage du projet sioniste et les fondements de la question palestinienne.  
5-5 Rapport : En "Israël" : Appels à des solutions politiques pour les opérations de résistance à Al-Quds.  
5-6 Gabriel Ash : Livni : La fabrication d'une « colombe » israélienne.

---

## 3 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 3-1 Les travailleurs palestiniens exploités dans les usines des colonies cisjordanienne.

En août, le Centre de Ressources du Travail et des Droits de l'Homme, l'organisation internationale de surveillance, a demandé à trois compagnies israéliennes de répondre à un rapport d'une organisation israélienne non-gouvernementale qui protestait contre le traitement fait aux travailleurs palestiniens dans les parcs industriels des colonies de Cisjordanie

Par Adri Nieuwhof

**Kav LaOved**, qui s'intéresse aux droits des émigrés et des travailleurs palestiniens employés en Israël et dans les colonies illégales israéliennes, fait état d'un nombre croissant de plaintes de travailleurs palestiniens employés dans les colonies de Cisjordanie suite à une décision de la Haute Cour israélienne d'octobre 2007 stipulant que le code du travail du pays [i.e. Israël, NDT] s'applique dans les colonies.

Parmi les entreprises dont les pratiques de travail ont été critiquées dans le rapport de Kav LaOved se trouve la **Royalnight**, une manufacture de textile appartenant à Royalife.

En 2003, Royalife a installé une usine dans la zone industrielle de Barkan située près de la colonie d'Ariel au nord de la Cisjordanie. Les parures de draps, dessus de lit, couvertures matelassées et les oreillers décoratifs de Royalnight sont exportés et commercialisés aux Etats-Unis et en Europe.

Selon **le rapport de Kav LaOved**, les travailleurs palestiniens qui viennent de toute la Cisjordanie doivent travailler dans des conditions sanitaires et de sécurité misérables dans l'usine textile de Royalnight. Pour contourner la responsabilité, des permis de travail sont émis au nom d'un autre employeur et les travailleurs employés par un entrepreneur palestinien sont moins payés.

En 1999, le Conseil Economique et Social de l'ONU a critiqué la pratique des compagnies israéliennes, dont la plupart de celles opérant dans la zone de Barkan, déplaçant leurs usines en Cisjordanie pour échapper aux normes sanitaires et environnementales élevées applicables en Israël. Kav LaOved déclare dans son rapport que l'usine textile de la Royalnight n'est pas différente : *«Les normes de santé et de sécurité sont médiocres, l'environnement de travail est bruyant et l'air est plein de la poussière de l'usine. La plupart du travail se fait debout, et les travailleurs prennent cinq minutes de pause à leurs propres frais.»*

Le rapport ajoute : *«[Les travailleurs] se plaignent d'être exposés à de dangereuses substances de nettoyage et de travailler près des machines coupantes en manquant de consignes de sécurité. L'entreprise n'emploie pas de responsable de la santé et de la sécurité et les travailleurs n'ont reçu aucune instruction ou mise en garde concernant les dangers potentiels des machines sur lesquelles ils travaillent.»*

Dans une lettre non signée, **Royalnight** a répondu à la question posée par le Centre du Travail et des Droits de l'Homme et aux allégations soulevées par Kav LaOved : *«Toutes ces plaintes ne sont pas correctes. Pendant que l'Europe de l'Ouest et les Etats Unis délocalisent l'industrie dans des pays comme le Pakistan, l'Inde, la Chine, avec des coûts du travail beaucoup plus bas, nous essayons de garder l'industrie textile dans notre région, en donnant des revenus aux gens qui vivent dans la zone».*

Cependant, Kav LaOved écrit que la zone industrielle de Barkan est *«hors de portée de la loi. Les employeurs israéliens ont trouvé le moyen d'échapper à la décision de la haute Cour par exemple en faisant les bulletins de paye avec de faux rapports de présence. La pratique normale est d'enregistrer moins de jours travaillés que ceux réellement travaillés, aussi il apparaît que le salaire minimum est payé.»*

Selon le rapport, **les travailleurs employés par l'intermédiaire d'un entrepreneur palestinien sont payés entre six et huit shekels de l'heure, alors que les travailleurs employés directement par l'usine sont payés entre neuf et onze shekels de l'heure.** » A l'heure où nous écrivons, 3,5 shekels valent approximativement un dollar US.

Les travailleurs palestiniens venus des territoires occupés étaient autrefois largement employés en Israël. Mais depuis les Accords d'Oslo, Israël a dramatiquement réduit le nombre de permis de travail octroyés aux palestiniens de Cisjordanie et de la Bande de Gaza. Depuis avril 2006, les gazaouis ne peuvent plus du tout recevoir de permis de travail pour un emploi en Israël ou dans les colonies de Cisjordanie. Ceux de Cisjordanie ne reçoivent que des permis valides pour trois mois à la fois et les restrictions de mouvements strictes d'Israël rendent difficile même pour les détenteurs d'un permis de se rendre sur leur lieu de travail.

Les fermetures israéliennes ont significativement contribué au chômage endémique et au sous-emploi dans la Cisjordanie occupée et dans la Bande de Gaza, où 33% et 80% de la population, respectivement, est dépendante de l'assistance alimentaire internationale, selon le rapport d'avril 2008 de l'Organisation Internationale du Travail. La Banque Mondiale a identifié le régime israélien de fermeture et de restriction comme une cause majeure de la rapide détérioration de l'économie palestinienne.

La très mauvaise situation économique fait que beaucoup de Palestiniens soit forcés de chercher du travail dans les colonies illégales israéliennes, où ils sont vulnérables à l'exploitation. Les organisations des droits de l'Homme palestiniennes ont rapporté que les travailleurs palestiniens sont contraints à la collaboration avec les services de sécurité israéliens pour obtenir les permis nécessaires afin de travailler dans les colonies et en Israël.

Jusqu'ici, Royalnight est resté impunie pour son exploitation lucrative des travailleurs palestiniens. Les produits qu'elle exporte sont vraisemblablement marqués comme « made in Israël » même si le parc industriel de Barkan où son usine de couture est située est construit en violation des lois internationales sur la terre palestinienne volée. Cependant, il y a un mouvement grandissant pour rendre responsables les compagnies telles que Royalnight.

Plus tôt cette année **Barkan Wineries** a terminé son bail dans la zone industrielle de Barkan et a déménagé ses activités à l'intérieur des limites reconnues internationalement entre la Cisjordanie et Israël, à la suite d'une campagne contre les activités coloniales de la compagnie qui ont terni son image (la compagnie, toutefois, possède toujours un vignoble sur le plateau du Golan en Syrie occupée).

Comme la campagne internationale de Boycott, de retrait d'investissements et de sanctions contre les violations des droits d'Israël prend de plus en plus d'ampleur, l'exploitation du travail palestinien par les compagnies israéliennes opérant sur la terre occupée fera sûrement davantage l'objet d'un examen

Source : <http://electronicintifada.net/>

9/10

Traduction : MM pour ISM

---

---

## 4 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 4-1 Entretien avec Khaled Mechal : « Sarkozy doit donner une impulsion vitale à la paix »

« Les négociations avec Israël sont au point mort, à cause du manque de fiabilité des négociateurs israéliens », estime Khaled Mechal, le chef du Hamas, dans un entretien exceptionnel à paraître lundi dans Le Figaro.

Elu il y a quatre ans à la tête du bureau politique du Hamas, Khaled Mechal est un des hommes les plus secrets du Proche-Orient. Le parti palestinien qu'il dirige est en effet boycotté comme « terroriste » par Israël, les Etats-Unis et l'Union européenne, bien qu'il ait emporté haut la main les élections législatives, tenues en 2006, sous contrôle international, dans les territoires palestiniens. Il a reçu Le Figaro dans un quartier résidentiel de Damas. Pensez-vous que l'arrivée d'un nouveau gouvernement israélien dirigé par Tzipi Livni représente une fenêtre d'opportunité pour la paix ?

Khaled MECHAL - Par expérience, les Palestiniens savent que le changement de leader en Israël apporte rarement une modification de la stratégie profonde du pays. Tant que l'élite politique israélienne n'acceptera pas quatre principes fondamentaux, aucune négociation sérieuse ne pourra commencer. Ces principes sont : 1) le retour aux frontières de 1967 ; 2) le respect du droit au retour des réfugiés ; 3) le respect des droits des Palestiniens sur Jérusalem Est ; 4) le démantèlement des colonies de peuplement.

Que pensez-vous des négociations actuelles entre l'Autorité palestinienne et le gouvernement israélien ?

Non seulement le Hamas, mais aussi toute la rue palestinienne condamnent ces rencontres. D'abord parce qu'elles se produisent alors qu'Israël poursuit l'extension des colonies, la construction du mur de séparation, le blocus de Gaza, la pratique des barrages routiers en Cisjordanie. Ensuite parce que les Palestiniens sont actuellement divisés : la partie palestinienne négocie donc en position de faiblesse. Rien de productif ne peut donc sortir de ces rencontres, qui ne servent qu'à améliorer les relations publiques d'Israël, sans obtenir de lui la moindre concession.

Quel prix le Hamas est-il prêt à demander pour se réconcilier avec le Fatah, après le coup d'Etat à Gaza que vous reproche Mahmoud Abbas, président de l'Autorité Palestinienne ?

Ce n'était pas un « coup d'Etat » : personne ne peut se rebeller contre soi-même ! C'est nous qui étions le gouvernement palestinien, car c'est nous qui avons gagné les élections, sous le contrôle des observateurs internationaux !

Pour contrôler Gaza, vous avez quand même fait usage de la force !

Nous nous sommes seulement défendus face à une agression d'une équipe palestinienne corrompue, rendue possible par l'afflux d'armes et d'argent israéliens, visant à détruire la légitimité du gouvernement d'unité nationale issu des élections de 2006. Nous ne posons aucune condition à une réconciliation palestinienne.

Pour réussir, elle devra être construite autour des modalités suivantes :

1) le respect du jeu démocratique en Palestine, c'est-à-dire le respect des résultats des élections passées et à venir ;

- 2) le respect de la Constitution palestinienne ;
- 3) le rétablissement de services de sécurité avec un recrutement uniquement fondé sur des critères de professionnalisme et de patriotisme, loin du factionnalisme, du népotisme et de la corruption ;
- 4) le strict respect des accords intra-palestiniens du Caire (2005) et de la Mecque (2007) ;
- 5) la prise en compte de l' « accord des prisonniers » (2006) ;
- 6) la volonté affichée d'édifier, par consensus, une nouvelle OLP (Organisation de libération de la Palestine) ;
- 7) le respect des quatre principes fondamentaux dont je vous ai parlé au début de cette interview.

Pourquoi une nouvelle OLP ?

Parce que la nation palestinienne a besoin d'un seul forum politique et qui soit en ordre. Il ne s'agit pas là d'avancer les intérêts partisans du Hamas. C'est une exigence de cohérence pour la défense de la cause palestinienne en général.

Où en sont vos négociations avec Israël, par l'entremise de l'Egypte, pour libérer le soldat de Tshal Gilad Shalit, que vous détenez depuis juin 2006 ?

Elles sont au point mort, à cause du manque de fiabilité des négociateurs israéliens, qui reviennent sans cesse sur les points acquis.

L'initiative du roi saoudien Abdallah, entérinée à l'unanimité par la Ligue arabe, qui propose à Israël une reconnaissance par tous les Etats arabes en échange de son retrait sur les frontières de 1967, vous convient-elle ?

Hamas ne mettra jamais d'obstacle à n'importe quel effort arabe pour redonner aux Palestiniens leur droit. Je l'ai dit moi-même lors du Sommet de la Ligue arabe de 2007 auquel vous faites allusion. Mais je vous rappelle qu'Israël n'a pas répondu à cette offre et que les Américains n'ont pas daigné la reprendre au bond.

Est-ce à dire que vous pourriez envisager de reconnaître publiquement le droit à l'existence d'Israël ?

L'accord des prisonniers (négociée par le leader emblématique du Fatah emprisonné en Israël Marwan Barghouti avec ses codétenus du Hamas, NDLR) a répondu implicitement à cette question. Je prends la responsabilité de vous dire que le Hamas a endossé cet « accord des prisonniers ».

Mais pourquoi ne franchissez-vous pas le pas ? Pourquoi ne faites-vous pas une déclaration de reconnaissance de l'Etat d'Israël en bonne et due forme ?

Les Palestiniens qui l'ont fait n'ont toujours pas obtenu d'Etat ; ils ne sont toujours pas indépendants ; ils vivent toujours sous un régime d'occupation et leurs terres continuent à être confisquées.

Le Hamas, pour sa part, a très clairement donné son accord pour la constitution d'un Etat palestinien libre et indépendant, le long des frontières de 1967, sur le territoire de Gaza et de la Cisjordanie. C'est le maximum, qu'en tant que victimes, nous pouvons dire. C'est à l'occupant de répondre d'abord à nos demandes légitimes, exprimées par les quatre principes fondamentaux dont je vous ai parlé.

Beaucoup d'Israéliens vous accusent de vouloir les jeter à la mer...

C'est faux. Nous n'avons aucun problème avec les Juifs, mais seulement avec les gens qui occupent notre terre et nous déniez nos droits, quelle que soit leur religion ou leur race. Historiquement, vous devez vous souvenir que le monde arabo-musulman a toujours accueilli les Juifs, leur a toujours permis de vivre en paix, et même de devenir ministres.

Attendez-vous quelque chose de la France ?

Il y a longtemps que nous attendons une initiative de l'Europe, et plus particulièrement de la France. C'est attendu est d'autant plus grande que les Américains, par leur partialité en faveur d'Israël, se sont disqualifiés comme médiateurs. Il existe aujourd'hui un vide, qui appelle une initiative de la France.

Cela veut-il dire que la France devrait à vos yeux remplir le rôle d'honest broker (intermédiaire sincère) dans le conflit israélo-palestinien ?

Oui, si elle est continue à se maintenir à égale distance des parties au conflit, à demander l'arrêt des colonisations et du peuplement israéliennes, à adhérer aux quatre principes fondamentaux dont j'ai parlé, à préconiser une solution politique fondée sur le retour aux frontières de 1967. Le rôle historique de la France dans le monde a toujours été d'être le minaret des droits de l'homme et de la démocratie. Avec l'énergie qui le caractérise, le président Sarkozy devrait pouvoir donner une impulsion vitale aux négociations de paix. Notre peuple souffre, nous sommes les premiers à vouloir cette paix.

6 octobre

<http://www.lefigaro.fr/international/2008/10/05/01003-20081005ARTFIG00126-mechal-sarkozy-doit-donner-une-impulsion-vitale-a-la-paix-.php>

---

## 4-2 Romi Wythe Elnagar : Ma lettre au sénateur Joe Biden.

George Washington, dans son célèbre Discours d'adieu, nous a mis en garde contre les alliances étrangères compromettantes...

*Hier soir [2 octobre], je regardais le débat [Biden/Palin] et j'étais par moments très impressionnée par le sénateur Biden. En dépit du fait qu'il se déclare lui-même « sioniste », il est clair que c'est un homme d'une grande intelligence, avec une longue et honorable expérience, et une très grande sensibilité.*

Aussi, je lui ai écrit cette lettre. Je vous l'adresse pour vous encouragez vous aussi à écrire et à interpeller les gens du Congrès, et à leur faire connaître votre sentiment sur cette question, comme sur d'autres. Peut-être, simplement peut-être, que certains d'entre eux nous entendront.

*Hajja Romi*

Cher sénateur Biden

Je suis une Américaine anglo-saxonne, de race blanche. Mon nom de jeune fille est Wythe, et je suis fière de pouvoir dire que je suis une parente éloignée de George Wythe qui a signé la Déclaration d'Indépendance et qui a enseigné à Thomas Jefferson et James Madison (il a été le premier professeur de droit de l'Amérique au collège de William et Mary). Mon père a combattu pendant la Deuxième Guerre mondiale, et le grand-père de mon grand-père était chirurgien durant la Guerre civile. (Sa commission, toujours dans la famille, a été signée par 'A. Lincoln'.) Je vous dis cela pour que vous compreniez que je n'ai aucun autre pays que j'appelle mon pays, rien que l'Amérique.

Hier soir, je regardais votre débat avec la gouverneure Palin, j'ai été émue jusqu'aux larmes quand vous disiez regarder votre enfant se battre pour sa vie. Quelle épreuve épouvantable !

Et comme vous, j'ai été en colère quand la gouverneure Palin est repartie sans même un regard, un mot de compassion, sans la moindre charité au cœur à votre égard. Vraiment, elle a l'oreille insensible quand il s'agit de la souffrance des gens !

Aussi, j'espère que votre compassion pour le génocide au Darfour et au Kosovo est la même quand vous avez à considérer un autre génocide épouvantable : celui du peuple de Palestine.

Car il est vrai, sénateur Biden, que l'Amérique fournit des armes de guerre à Israël pour détruire tout un peuple. Nous soutenons l'emprisonnement et la famine des gens de Gaza sans faire une seule mise en garde - et encore moins en stoppant le flux de milliards de nos impôts vers Israël !

Vous devriez savoir qu'Israël, aussi, a commencé en tant qu'organisation terroriste. Ou ignorez-vous que le père de la future Premier ministre, Eitan Livni, était le chef de la bande qui a fait sauter à la bombe le quartier général britannique à l'hôtel du Roi David en 1946, tuant plus d'une centaine de personnes, la plupart des Britanniques ? Les élections dans la bande de Gaza [janvier 2006] ont été des élections justes et libres. C'était un acte de démocratie. Nous aurions dû faire honneur au choix de ce peuple qui souffre.

Sénateur Biden : « ils », les peuples du Moyen-Orient, ne « nous haïssent pas pour nos libertés ». L'Amérique a été autrefois admirée et aimée au Moyen-Orient. Quand Dwight Eisenhower a agi pour qu'Israël, la Grande-Bretagne et la France cessent leur agression contre l'Égypte en 1956, l'amour pour l'Amérique dans la région ne pouvait pas être plus grand.

Ils nous haïssent parce que nous commettons un génocide en Iraq et en Afghanistan, et parce que nous approuvons le génocide par Israël dans la bande de Gaza.

Sénateur Biden, les vôtres que vous avez perdus méritent toute notre compréhension et compassion.

Ne pouvez-vous avoir la même compassion pour la famille de Nahil Abu-Ghada qui a perdu son bébé avant qu'il ne soit né, parce que les soldats israéliens, au check-point d'Huwara au sud de Naplouse, ont refusé de la laisser traverser alors qu'elle se rendait à l'hôpital, l'autorisant seulement quand ils ont vu le fœtus mort ? (L'histoire est publiée dans *Ha'aretz*. Ne pouvez-vous pas avoir la même compassion pour la famille d'un enfant qui a été abattu par un sniper israélien alors qu'il sortait sans méfiance de sa maison, ou qu'il était à l'intérieur en train d'étudier ? Il existe de nombreuses histoires de ce genre dans le *Guardian* et *Ha'aretz*

Quand allez-vous cesser de faire la sourde oreille aux récits des victimes en Palestine ? George Washington, dans son célèbre Discours d'adieu, nous a mis en garde contre les alliances étrangères compromettantes. Notre alliance avec Israël est-elle si compromettante que nous ne pouvons pas entendre les cris d'un peuple qu'on extermine ? Les peuples de Palestine, du Sud Liban et d'Iraq (où plus d'un million d'Arabes et de musulmans ont perdu la vie) ? Ne nous levons-nous plus pour la justice et la clémence pour les peuples, quelle que soient leur religion ou leur ethnie ? Parce c'est ce qui se passe quand Israël poursuit son objectif de génocide des peuples arabes au Liban, en Israël/Palestine, et en Iraq.

Bien à vous, dans la peine

"Nous, les femmes, représentons la moitié du monde, et donnons naissance à l'autre moitié... nous sommes le monde."

Romi Wythe Elnagar

10/10

Site de [Palestinian Mothers](http://www.info-palestine.net)

[http://www.info-palestine.net/article.php3?id\\_article=5187](http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=5187)

---

### 4-3 Emmanuel Riondé : En Cisjordanie, les dégâts de l'occupation israélienne.

Une lente strangulation. C'est ce que subissent depuis huit ans les habitants de Naplouse, plus importante ville de Cisjordanie, cernée de checkpoints, même lorsque l'armée israélienne semble avoir atteint ses objectifs « sécuritaires ». Les plus démunis, vivant dans les camps de réfugiés et la vieille ville, éprouvent des difficultés grandissantes à assurer le quotidien. Au plan psychologique, l'occupation, avec son cortège d'humiliations et de brutalités, fait des ravages.

Du regard, Salah désigne la voiture de police qui stationne devant la boutique de son ami Sam, pâtissier proposant un knafeh un peu trop âcre. La chaleur de juillet baigne la rue, bruissante, colorée. « La sécurité s'est améliorée, assure-t-il. L'an dernier à la même époque, durant la journée, il y avait des miliciens armés dans les rues, il fallait dire de quel bord on était... Et chaque nuit, les Israéliens intervenaient en ville. Aujourd'hui, c'est plus tranquille. »

Revenu en 2003 à Naplouse après avoir suivi des études aux Etats-Unis, Salah a beau s'efforcer de présenter sa ville natale sous un jour attrayant, il peine à s'en convaincre lui-même : « Mais la situation économique est désastreuse ici... », reconnaît en soupirant le chômeur bientôt quadragénaire.

Etirée dans son étroite vallée du nord de la Cisjordanie, entre le Mont Ebal, hérissé d'un camp militaire israélien, et le Mont Gerezim, où vivent les Samaritains [1], Naplouse, ville la plus peuplée de Cisjordanie avec plus de 140 000 habitants, est-elle vraiment devenue « la capitale de la pauvreté, plutôt que la capitale de l'industrie »

qu'elle a longtemps été, comme le regrettait son maire par intérim, Hafez Shaheen, en novembre dernier ? Le district de Naplouse [2] est en effet celui qui a payé le plus lourd tribut au conflit après le déclenchement de la seconde Intifada le 29 septembre 2000.

Il y a quelques années, l'économie de la ville, bien que déjà très affectée, disposait encore de ressorts rappelant son glorieux passé. Ainsi, la Bourse de Naplouse avait connu début 2005 « une frénésie d'achat d'actions en Cisjordanie [3] ». Presque quatre ans plus tard, cette euphorie est retombée. Fateen, 26 ans, a travaillé pendant trois ans dans une entreprise intermédiaire entre la Bourse et ses clients avant de quitter son emploi en avril dernier : « J'étais payé en dinars jordaniens, explique-t-il, l'équivalent de 1 500 shekels par mois [4]. A l'automne 2007, le dinar est passé de 6,20 à 4,95 shekels. Je me suis retrouvé avec moins d'argent alors que le coût de la vie ne cessait d'augmenter... »

Dans son bureau du Programme alimentaire mondial (PAM), sur les hauteurs de la ville à proximité du campus de l'Université An-Najah, Nidal Dweikat résume la situation : « En un an, les prix ont flambé. Le kilo de pain est passé de 2,5 à 4,5 shekels et le litre d'essence de 3,25 à presque 7 shekels. Dans le même temps, les salaires ont stagné et le taux de chômage a augmenté. » Première raison invoquée par les habitants pour expliquer cette crise, le maintien permanent des barrages et des checkpoints autour de Naplouse. « Le commerce à Naplouse est très dépendant des exportations vers l'extérieur de la Cisjordanie, en particulier vers Israël », rappelle l'Office des Nations unies pour les affaires humanitaires (OCHA). Or, après s'être stabilisé autour de 90 millions de dollars en 2004 et 2005, le volume des échanges de Naplouse vers Israël a chuté brutalement de 112 millions en 2006 à 68,75 millions en 2007. Le coût d'un transport de marchandise du port d'Ashdod à Naplouse est passé de 1 800 à 2 800 shekels en quelques mois.

Plutôt que de se soumettre en permanence aux contrôles de l'armée israélienne, de nombreux paysans et artisans des villages alentours ont peu à peu renoncé à commercer avec la ville. Le marché central s'est délocalisé et répandu dans les bourgades de la région. Une baisse de l'activité économique qui a fragilisé le marché du travail. Le taux de chômage à Naplouse est passé de 18,2% en 1999 à 26,3% en 2006, soit environ 8 points de plus que le taux de la Cisjordanie [5].

Conséquence : un appauvrissement de la population. Le PAM fournit, à travers ses différents programmes, une aide alimentaire à 3 700 familles nabulsiens, soit près de 25 000 personnes ; un chiffre qui n'a cessé d'augmenter ces dernières années, selon Nidal Dweikat. Et une tendance que confirme, à plus petite échelle, Help doctors, une ONG ayant ouvert un dispensaire en novembre 2006 dans la vieille ville. Après une enquête auprès de 114 familles, l'organisation estime que « le revenu mensuel moyen par foyer [6 personnes] est de 620 shekels » dans la Qasbah. De ce fait, si « tous les produits alimentaires sont normalement disponibles en qualité et en quantité (...), les prix les rendent juste inabordable pour la plus grande partie de la population ». Seules 30 % des familles interrogées peuvent ajouter, seulement une fois par semaine, de la viande à une alimentation composée de humus, falafel, yaourt sec, lentilles et thym. Les cas d'anémie chez les enfants et les femmes enceintes ne sont pas rares.

Une situation qui désole Ayman Shakaa, directeur du Multipurpose community resource center (MCRC), un centre d'action sociale implanté au cœur de la vieille ville. « Naplouse a toujours été connue pour la fierté de ses habitants, rappelle-t-il. Avant, il était difficile d'y rencontrer des clochards. Aujourd'hui, on en voit de plus en plus. Durant la première Intifada [en 1987], il y avait aussi de la pauvreté, mais la solidarité fonctionnait. Avec la deuxième Intifada, l'aide humanitaire a introduit l'idée que l'on peut manger sans rien faire et que cela vient de dehors. Il y a sûrement une véritable volonté d'aider la population derrière mais, clairement, cela sert aussi une stratégie visant à détruire, sur le long terme, le moral des Palestiniens... »

Un moral miné avant tout par l'omniprésence des forces d'occupation. « Notre vie est un cauchemar, assène Samar Hawash, coordinatrice nationale de l'organisation féministe Palestinian working woman society for development (PWSSD), ancienne élue municipale et membre du Conseil national palestinien. Si l'on s'en tient aux besoins humains basiques, être en sécurité chez soi, se déplacer, etc., on est très loin du compte. Le sentiment d'insécurité est permanent et chaque fois que je passe un checkpoint, ma dignité est violée. » Huit ans après le début de la deuxième Intifada, tous les points d'accès à la ville restent sévèrement contrôlés par l'armée israélienne. En avril dernier, l'OCHA recensait 104 points de fermeture dans tout le district [6].

Rappeler à la population qui est le vrai patron

Ce matin d'août, il est à peine 10 heures et quatre files d'attente s'étirent déjà sous le hangar de tôle où s'effectuent les contrôles du checkpoint d'Huwara, ouvrant la route du sud vers Ramallah et Jérusalem. Les trois premières sont réservées aux hommes palestiniens de moins de 45 ans. La quatrième aux femmes, enfants, hommes de plus de 45 ans et aux détenteurs de passeport étranger. Les soldats qui se tiennent à distance — armés de fusils automatiques, casqués et équipés d'un gilet pare-balle — invitent d'un geste de la main le premier de la file à franchir les 5 ou 6 mètres qui le sépare de la grille tournante. S'avancer, passer l'imposant tourniquet, présenter les bagages, les papiers, répondre aux questions. Et éviter de manifester son impatience : un jeune dont l'attitude est jugée arrogante par les soldats est systématiquement renvoyé dans la queue. Il garde le sourire. Un autre, maigre et pauvrement vêtu, s'écroule brutalement. Ses voisins s'affairent : une main sous la nuque, un peu d'eau sur le visage, quelques tapes sur les joues... Peinant à revenir à lui, il finit par se relever, aidé d'un autre. Livide, maculé de poussière, les yeux hagards, il est mené au-devant de la file. Tandis qu'il s'avance vers la grille, épuisé et soutenu par son ami, un soldat lui jette une bouteille d'eau en hurlant. Quelques drapeaux israéliens flottent dans l'air chaud. Scène quotidienne de l'occupation à Huwara [7].

Après l'avoir élue « capitale du terrorisme » au début des années 2000, le gouvernement israélien n'a jamais vraiment relâché la pression sur Naplouse. Entre janvier 2005 et juillet 2008, un tiers des heures de couvre-feu imposées dans toute la Cisjordanie l'ont été sur ce seul district [8]. Et si, depuis novembre 2007, un accord permet aux forces de sécurité palestiniennes d'opérer en ville durant la journée, chaque nuit, les jeeps

israéliennes se chargent de rappeler à la population qui est le vrai patron. « Ils entrent toutes les nuits, indique Nasser, habitant du camp de réfugiés d'Ein Beit Ilma. Avec des jeeps, des tanks, des ambulances, pour attraper des jeunes ou simplement faire peur aux gens. » Affairé au billard du Centre social, un jeune de 19 ans qui vient de passer deux ans dans les prisons israéliennes confirme : « Vers 23 heures, ils se déploient autour du camp avant de pénétrer dedans quelques heures plus tard. Personne ne sort de chez soi jusqu'à ce qu'ils soient repartis. » Une sorte de couvre-feu implicite, non-officiel, mais dont nul n'ignore l'existence, est ainsi instauré chaque nuit sur les camps de réfugiés de Naplouse — Balata, El Askar (le neuf et l'ancien) et Ein Beit Ilma — et, bien souvent, sur la vieille ville. « Ils veulent surtout bien faire comprendre à tout le monde qu'ils sont toujours là et qu'ils font ce qu'ils veulent quand ils veulent », s'indigne Ayman Shaka.

C'est l'une des premières discussions que l'on entame chaque matin à Naplouse : où les Israéliens sont-ils entrés cette nuit ? Y a-t-il eu des affrontements, des morts [9] ?

Durant l'été 2008, ces questions se sont souvent doublées d'une autre : qui la police de l'Autorité nationale (ANP) a-t-elle arrêté hier ? Même la libération par les autorités israéliennes, le 6 août, d'Adli Ya'ish, maire (Hamas) de Naplouse emprisonné depuis le 24 mai 2007, n'a pu faire oublier aux habitants la valse des arrestations/libérations qui a agité la ville durant le début de l'été. Le lundi 28 juillet, 54 personnes, essentiellement des militants du Hamas, dont Hafez Shaheen et trois autres conseillers municipaux, étaient interpellées par les forces de sécurité de l'ANP. Pendant deux jours — ils seront relâchés le lendemain soir —, Naplouse n'a plus eu de maire et son conseil municipal a été réduit à cinq élus, dont les deux seuls Fatah, heureux épargnés des forces d'occupations israéliennes et de la police palestinienne [10]. Ce mano a mano mettant aux prises, à distance et de façon récurrente depuis plus d'un an, le Fatah en Cisjordanie et le Hamas à Gaza, provoque l'amertume et la lassitude des habitants [11]. « La frustration des gens vient aussi de ces affrontements internes, déplore Samar Hawash. Dans notre lutte contre l'occupation, l'unité est notre seule arme. Si on la perd, on perd tout. »

« Entre mon fils et ma terre, je choisis mon fils »

D'autant que pour de nombreuses familles, il s'agit désormais de faire face à l'urgence : nourrir la famille et préserver ce qui peut l'être de l'avenir des plus jeunes. Mohamed Tewfiq, 45 ans, une femme, leurs cinq enfants et un étudiant à charge dans un trois pièces du camp d'Ein Beit Ilma, regrette le temps, avant la deuxième Intifada, où il travaillait comme maçon en Israël : « C'était bien payé : 150, parfois 200 shekels par jour. » Désormais contraint de rester à Naplouse, il dit toucher la moitié de ce qu'il gagnait à l'époque et s'est résigné : « Israël est le pays le plus fort du Proche-Orient, il faut s'adapter à la situation. Qu'est ce que je peux faire ? Dire à mes enfants de se battre ? Au bout, il y a la mort et nous n'aurons pas notre pays. Entre mon fils et ma terre, je choisis mon fils... » Le regard est las, les cigarettes se succèdent. Depuis des années, il voit les jeunes désertir très tôt les activités du club sportif dont il s'occupe pour se consacrer entièrement aux exigences d'un quotidien de plus en plus dur à assumer.

Nathalie Lion est psychologue, intervenant dans le programme de Médecins sans frontières (MSF) à Naplouse. « Les Palestiniens ne se permettent pas d'être en colère face à l'occupant, parce que cela est très durement sanctionné, analyse-t-elle. Et même dans leur propre espace public, c'est difficile, car une fois que la colère est sortie et verbalisée, que devient-elle ? L'étape d'après, c'est la révolte, et ça, c'est très dangereux. Donc, on enkyste, il y a un déni. On met un couvercle sur tout ça et on se concentre sur le seul objectif de donner à manger aux enfants. » Coordinatrice de ce programme de soutien psychologique à la population, Elisabeth Jaussaud évoque « l'exposition constante au stress » à laquelle sont soumis les Nabulsi, qu'elle juge « très usés ». « Les incursions militaires nocturnes, les humiliations subies aux checkpoints, les gens y sont habitués, c'est le minimum banal du quotidien, résume Nathalie. Et leur niveau d'adaptation leur permet de supporter une existence où tout cela a été intégré depuis longtemps. Sauf que cela laisse des traces et casse des ressorts de désirs et d'espoir. »

Cette violence de l'occupation est aussi visible sur les murs de la ville. Posters collés en rafale, affiches sous verre, portraits encadrés, graffitis, les chahids — martyrs — de la fière Naplouse tapissent ses façades. Images démultipliées d'hommes bardés d'armes et de munitions, en treillis camouflage, pseudo-Rambos plus fragiles que fanatiques, immortalisés avant de mourir. « Il s'agit d'aménager ce qui est trop dur à vivre, explique la psychologue. Mettre en avant l'aspect guerrier d'un proche tué, le présenter comme un combattant, cela permet de le déshumaniser et de mettre de côté le fait qu'il était surtout un homme que l'on aimait. On est toujours dans la nécessité de se blinder. Mais cela ampute... »

Postés aux extrémités de la ville, les trois camps de réfugiés portent les stigmates les plus vives de ces « amputations ». Ruelles étroites aux façades mitées d'impacts de balle, bâtiments entièrement détruits, voies ouvertes au bulldozer, monuments sommaires édifés à la gloire des plus valeureux chahid : la jeunesse de Balata, El Askar et Ein Beit Ilma grandit dans un environnement où, nuit et jour, rôde la mort. Selon un décompte du bureau palestinien des statistiques, entre le 29 septembre 2000 et le 30 juin dernier, 592 Palestiniens originaires du governorat de Naplouse ont été tués au cours d'affrontements avec l'armée israélienne. Parmi eux, 314 avait moins de 30 ans. Là encore, Naplouse est le district le plus meurtri de Cisjordanie.

Les morts, pourtant, sont moins nombreux ces derniers mois. « L'ANP a fait le boulot », grince sous couvert d'anonymat le responsable palestinien d'une ONG locale, évoquant le « travail de police » mené par les forces de sécurité, en accord avec l'armée israélienne, pour interpellier les militants, en particulier ceux du Hamas. De fait, la levée du couvre-feu depuis le mois de janvier résonne comme un aveu de victoire de la part des forces israéliennes. Et conforte les habitants dans leur certitude que le maintien des checkpoints par les Israéliens, qui continuent d'arguer de motifs sécuritaires, a bien pour objectif d'étrangler la ville.

« C'est fatiguant de travailler à Naplouse, confesse Abdulhakim Sabbah, qui dirige Project Hope, une ONG intervenant auprès des jeunes les plus démunis. Il faut en permanence faire la balance entre tous les paramètres

de la situation : évolution de la politique intérieure, contraintes liées à l'occupation, réalités économiques, etc., et ménager la sensibilité de chaque interlocuteur. » Des sensibilités exacerbées par ces années de pression maintenue. Khaled Abou Mariam, coordinateur d'une association de jeunesse à Balata, s'inquiète ainsi de voir surgir une nouvelle génération « plus émotive » dans les camps. Pour lui, « la difficulté de se déplacer et les nouvelles technologies qui leur permettent de voir tout ce à quoi ils n'ont pas accès rendent les jeunes particulièrement sensibles ». Avec en plus l'absence de travail et de perspectives, « beaucoup pensent à l'émigration ».

Samar Hawash, elle, n'y pense pas. Elle appartient à cette catégorie de la population qui dispose soit de suffisamment de recours moral et intellectuel pour se reconstruire, soit de la possibilité de se rendre parfois en Jordanie pour y respirer un air moins saturé. « J'essaie de transformer ma colère et ma tristesse en énergie positive. Mais tout le monde ne peut pas en faire autant. Les gens sont de plus en plus frustrés et fatigués de tout, ils ne participent plus aux manifestations pacifiques. La situation s'est dégradée ces dernières années. » Créé en 1981 et affilié au Parti communiste, le PWWSD s'en est séparé dix ans plus tard, pour s'enregistrer comme ONG indépendante. « Après cette date, explique-t-elle, nous avons ajouté la défense des droits sociaux des femmes à notre agenda essentiellement centré sur la lutte nationale de libération. Deux années de rêve ont suivi Oslo, au cours desquelles on a avancé et même gagné des batailles. Aujourd'hui, on régresse. De nombreuses Palestiniennes doivent vivre sans leurs hommes, disparus — morts ou emprisonnés. Quant aux hommes, beaucoup se retrouvent dans une situation terrible : l'impossibilité d'assumer le rôle qui leur est traditionnellement dévolu dans notre société, d'assurer les revenus du foyer... Pour nous, le seul responsable des violences domestiques que cette frustration engendre bien souvent, c'est l'occupation. »

**Emmanuel Riond**

\* Emmanuel Riond est journaliste.

**Notes**

[1] Lire « Les Samaritains de Palestine », par Tareq al-Qudsi, Info-Palestine.net, septembre 2007.

[2] La Cisjordanie est divisée en 11 districts (5 dans la bande de Gaza) où vivent, selon le bureau palestinien des statistiques, 2,3 millions de Palestiniens. Avec une population de 321 493 personnes, le gouvernorat de Naplouse est le plus peuplé après Hébron (551 129) et Jérusalem (362 521).

[3] Lire Benjamin Barthe, « Dans Naplouse, laboratoire de la troisième Intifada », Le Monde diplomatique, juillet 2005.

[4] En août 2008, dans les bureaux de change de Naplouse, 1 euro se vendait 5,25 shekels.

[5] Sources : Increasing need, decreasing access : tightening control on economic movement, rapport de l'OCHA – 22 janvier 2008 ; Nablus – From economic Metropolis to Shrinking City, document du centre palestinien de développement Ma'an – Ramallah, janvier 2008 ; The Governorate of Nablus Figures & Statistics (9/2000 – 11/2007), document de synthèse.

[6] Sur 607 au total en Cisjordanie, sans compter ceux établis sur la « ligne verte » délimitant le tracé de l'armistice de 1949. Avec 227 points de fermeture, le district d'Hébron, au sud du territoire, est celui où la circulation est la plus entravée.

[7] Ecouter « No one should live like this », « micro ouvert » à un checkpoint au sud de Naplouse, Arte Radio, 6 mars 2008.

[8] Calcul établi d'après les chiffres de l'OCHA.

[9] Lire Véronique Bontemps, « Vivre à Naplouse », Revue d'Etudes palestiniennes, n°107, printemps 2008.

[10] Lire, dans Le Monde diplomatique d'octobre 2008, « Cette "double autorité" qui écartèle les Palestiniens », par Amira Hass.

[11] Lire Marwan Bishara, « Double défaite du Fatah et du Hamas en Palestine », Le Monde diplomatique, novembre 2007

**Source : Les blogs du diplo**

Les blogs du Diplo - Lettre de Naplouse

Lundi 6 octobre 2008

<http://blog.mondediplo.net/...>

---

## 4-4 Maisa Abou Ghazaleh : Oliviers arrachés pour laisser la place à une nouvelle colonie.

Les colons tentent de s'emparer de toujours plus de terres palestiniennes, par la violence le plus souvent : troupeaux empoisonnés, fermiers harcelés par des milices de colons, oliviers tronçonnés ou arrachés. "Les colons israéliens tentent de s'emparer de la colline de Ras Shehadeh, adjacente au camp de Shua'fat, et du village de Isawiya à Jérusalem-Est, selon le Conseiller pour les Affaires de Jérusalem du Premier Ministre, Hatim Abdel Qader.

Des dizaines d'hectares sont menacées. Les deux derniers jours les colons d'Ateret Cohanim ont arraché des oliviers, pendant la nuit, pour préparer la saisie de terres et la création d'une autre colonie.

Abdel Qadar refuse la dernière revendication des colons sur la propriété des terres, en précisant que la colonisation n'est pas un droit [1]. Il a souligné que les gens ne resteront pas les bras croisés au cours des tentatives continues de s'emparer de leurs terres.

Abdul Qader a averti le gouvernement israélien de ne pas permettre à ces fondamentalistes de poursuivre leurs actions, en disant que les autorités d'occupation seront entièrement responsables de toutes les conséquences. Le Conseiller pour les affaires de Jérusalem a ajouté : « Nous allons nous défendre par tous les moyens, nous cultiverons notre terre et nos oliviers ».

Le Président du Comité contre le mur du village d'Anata, Hassan Abdul Baqi, a noté : « Les colons revendiquent également la propriété de 20 dounams de terres entre les villages de Anata et Issawiya, facteur déterminant pour le tracé du mur. »

Abdul Baqi a dit que, en 2005, la Cour suprême israélienne avait publié une résolution avec l'ordre de détruire huit maisons dans la région. Les familles ont été contraintes de quitter. « Les habitants d'Issawiya ont des documents datant de l'Empire ottoman ». "

[1] c'est même une violation flagrante du droit

Maisa Abou Ghazaleh

[http://french.pnn.ps/index.php?option=com\\_content&task=view&id=2521&Itemid=1](http://french.pnn.ps/index.php?option=com_content&task=view&id=2521&Itemid=1)

---

## 5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 5-1 Manouchehr Mottaki : Israël est un régime ségrégationniste comme l'était celui de l'Afrique du Sud.

Le ministre iranien des Affaires étrangères Manouchehr Mottaki a déclaré samedi que le régime sioniste ne s'inscrivait pas dans l'axe de la politique étrangère de la République Islamique d'Iran.

Dans une entrevue avec la chaîne de télévision anglophone « Al-Jazeera », Manouchehr Mottaki qui était samedi encore à New York, a comparé le régime sioniste au régime ségrégationniste de l'Afrique du Sud.

Interrogé sur une possible attaque des sites nucléaires iraniens par le régime sioniste, le chef de la diplomatie iranienne que le régime israélien ne pourrait entreprendre ce type d'opérations qu'avec l'aide des Etats-Unis soulignant que seul, il n'en serait pas capable. »

Manouchehr Mottaki a cependant averti que Tel-Aviv recevrait dans de telles circonstances une réponse appropriée rappelant que l'Iran n'est ni l'Afghanistan ni l'Irak.

Evoquant les progrès réalisés en matière de sécurité en Irak au cours des six derniers mois, il a affirmé qu'aucun accord bilatéral de sécurité n'était nécessaire entre l'Irak et les Etats-Unis.

«L'expérience de ces six derniers mois a prouvé que le gouvernement irakien peut garantir la sécurité du pays bien mieux que ne le font les Américains et que désormais les troupes américaines doivent au plus vite se retirer de l'Irak, » a déclaré Manouchehr Mottaki.

Par ailleurs, le ministre iranien des Affaires étrangères, Manouchehr Mottaki, a jugé vendredi "irréalisable" la création d'un organisme régional regroupant les pays du Moyen-Orient, dont Israël et l'Iran, en réponse à une suggestion en ce sens de son homologue du Bahreïn.

"Avec tout le respect que j'ai pour mon cher frère Cheikh Khaled, le ministre des Affaires étrangères de Bahreïn, je crois que cette suggestion est irréalisable", a déclaré M. Mottaki à un journaliste de l'Irna avant de quitter New York, où se déroulait l'Assemblée générale de l'ONU.

"Nos amis bahreïnisis savent où se trouve le vrai problème et pourquoi (ceci) ne peut être mis en œuvre", a-t-il poursuivi.

Le chef de la diplomatie iranienne a rappelé que pour son pays le régime israélien constituait "un régime illégal (...), expansionniste et poursuivant une occupation". "Ce régime n'est ni légitime ni digne de confiance", a-t-il dit.

Mercredi dernier, dans les colonnes du quotidien panarabe Al-Hayat, Cheikh Khaled ben Ahmad al-Khalifa, également interrogé depuis New-York, avait suggéré la création d'une organisation régionale incluant "Israël, l'Iran, la Turquie et les pays arabes".

5/10

*Irna*

---

### 5-2 Aluf Benn : Un Etat schizophrénique.

La clôture de séparation partage la société israélienne en deux mondes qui diffèrent totalement par leur manière d'envisager la réalité et par les problèmes qui les préoccupent. De ce côté-ci de la clôture, les gens s'inquiètent de la crise de Wall Street, de l'absence de leadership, de la menace iranienne. Peu de monde s'intéresse à ce qui se passe en Cisjordanie et personne ne s'y rend en visite. On oublie les Palestiniens quand il n'y a pas d'attentats, les colons sont vus comme une bande d'olibrius et les pourparlers de paix d'Ehoud Olmert comme des effets d'annonce superflus.

De l'autre côté de la clôture, au pays des colons, le monde paraît tout autre. Là, on ne se préoccupe pas de Wall Street ni d'Ahmadinejad, mais de survie. On est furieux contre l'Etat qui a fait évacuer le Gush Katif [dans la Bande de Gaza], on est furieux contre l'armée et contre la Cour suprême, et furieux contre les médias de gauche. On prend au sérieux les déclarations d'Olmert soutenant un retrait de tous les Territoires [occupés], on se prépare à la prochaine évacuation et en attendant, on se rend en pèlerinage sur les ruines de Homesh.

Cette schizophrénie est très commode pour les deux côtés, et le gouvernement Olmert a pris soin de l'alimenter. Le Premier ministre a déclaré son soutien à l'évacuation des colonies situées au-delà de la clôture mais dans les faits, après la démolition des maisons d'Amona, il a lâché la bride aux colons. Le Ministre de la Défense, Ehoud Barak, a refusé d'entrer en conflit avec les colons au nom du gouvernement et a cherché les voies d'un dialogue avec eux, en affirmant ne pas être prêt à résoudre seul les problèmes créés par ses prédécesseurs 40 ans durant. Il s'appuie sur les réticences de l'armée et de la police à affecter des hommes à l'évacuation forcée d'avant-postes. C'est ainsi qu'a été créé une espèce de statu quo. Le gouvernement s'est résigné à l'existence

des avant-postes et a fermé les yeux sur la multiplication des constructions dans les colonies au-delà de la clôture. Les colons se sont efforcés de s'abstenir de provocations, de protestations ou de perturber la vie de ce côté-ci de la clôture. Ils ne sont pas parvenus à attirer de nouveaux candidats dans la colonisation des collines et des montagnes, et leur rhétorique vise à préserver la cohésion interne bien plus qu'à mobiliser des soutiens en dehors du camp. Olmert et Barak ont autorisé une construction massive dans les blocs de colonies, mais seulement à l'ouest de la clôture, dans la zone destinée à être annexée à Israël. Là aussi, les nouveaux appartements sont destinés aux orthodoxes pauvres, essentiellement.

Cependant ce calme était fragile et illusoire. Le mouvement des colons s'est déchiré de l'intérieur après le désengagement de Gaza. Ses vieux dirigeants se voyaient comme une extension de l'Etat, remplissant une mission nationale et bénéficiant en retour d'un appui politique et de budgets. Ses membres espèrent encore que le vent tourne et qu'un autre gouvernement fasse venir des centaines de milliers d'Israéliens à Ofra, Beit El et Alon Moreh. L'échec des dirigeants de Yesha à sauver le Gush Katif et la trahison d'Ariel Sharon à l'égard du camp qui le soutenait ont nourri l'émergence d'une nouvelle génération de colons qui se rebelle contre l'autorité de l'Etat et menace de la boycotter. Leur arme secrète tient dans la peur de voir des officiers et des soldats religieux – qui occupent une place centrale dans les unités de terrain de l'armée israélienne – refuser massivement les ordres si on exigeait d'eux de faire évacuer des colonies et des avant-postes.

Les discussions menées par Barak et son entourage sur une évacuation, par consentement, de Migron – le plus important avant-poste établi sur des terres volées à des Palestiniens – ont révélé que la direction de Yesha avait perdu toute pertinence. Le marché offert par Barak était scandaleux – donner en échange, à ces intrus, du terrain dans des colonies autorisées – mais même cela, dans les colonies, les militants l'ont rejeté sur-le-champ. L'Etat a été contraint de retourner devant le tribunal pour expliquer qu'il n'était pas en mesure de faire évacuer l'avant-poste illégal. Les colons ont gagné la bataille pour Migron.

Ces derniers mois, l'agitation s'est intensifiée dans les Territoires [occupés] et les comptes-rendus se sont multipliés sur des incidents violents entre des colons et leurs voisins palestiniens et entre des colons et des soldats de l'armée israélienne. Lors des réunions du gouvernement, Olmert et Barak ont fustigé les assaillants mais n'ont rien fait. Les forces de sécurité ont proposé que la police et le Procureur de l'Etat (autrement dit quelqu'un d'autre) consacrent davantage de ressources à s'occuper des colons qui transgressent la loi, et qu'ils mettent la loi en œuvre plus lourdement à l'encontre de la construction illégale dans les colonies, comme moyens de pression, afin de mettre un frein à la violence. Lors de discussions chez Barak, il a également été proposé de multiplier les détentions administratives et les ordres d'expulsion. Et comme toujours, on a accusé les tribunaux de prononcer des peines trop légères. Mais ce ne sont que des justifications bureaucratiques à l'inaction d'un gouvernement qui redoute une confrontation avec un groupe violent. L'application de la loi dans les Territoires [occupés] nécessite l'engagement de tout l'appareil mené par le chef du gouvernement.

Tant que la violence se cantonnait au-delà de la clôture, elle n'éveillait, de ce côté-ci, qu'un intérêt nul. Puis a eu lieu l'attaque visant le professeur Ze'ev Sternhell pour nous rappeler que le combat idéologique ne connaît pas de frontières, ni de clôtures \*. Les condamnations exprimées par Olmert et les Ministres sont montées d'un cran, mais le gouvernement se dérobe encore et attend que le calme revienne ou que survienne une catastrophe qui le contraindra à agir. On peut prédire que si la catastrophe n'a pas lieu, les successeurs d'Olmert en agiront comme lui en préférant refouler ce qui se passe dans les Territoires [occupés] et préserver la schizophrénie nationale des deux côtés de la clôture.

Aluf Benn

Haaretz, 2 octobre 2008

[www.haaretz.co.il/hasite/spages/1025712.html](http://www.haaretz.co.il/hasite/spages/1025712.html)

Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)

Version anglaise : A schizophrenic state - [www.haaretz.com/hasen/spages/1025607.html](http://www.haaretz.com/hasen/spages/1025607.html)

<http://www.michelcollon.info/articles.php?dateaccess=2008-10-08%2009:07:48&log=invites>

---

### 5-3 Jonathan Cook : Israël est-il devenu le ferment du terrorisme colonial juif ?

La violence dirigée contre la gauche juive culmine dans les périodes où l'extrême droite religieuse croit qu'un accord avec les Palestiniens n'est pas loin d'être conclu.

Beaucoup de dirigeants des colons d'extrême droite sont soupçonnés d'avoir des liens étroits avec le mouvement hors-la-loi *Kach* qui exige le nettoyage ethnique des Palestiniens de la région.

#### L'agression contre Zeev Sternhell

Zeev Sternhell

Les mots « juif » et « terroriste » ne sont pas fadement associés par les Israéliens. Toutefois, comme la semaine dernière où l'un des grands intellectuels du pays a été blessé par une bombe posée devant la porte de son domicile, il arrive qu'ils n'aient guère d'autre choix.

Zeev Sternhell, âgé de 73 ans, qui fut la cible de cette agression est professeur de politique à l'Université hébraïque de Jérusalem, spécialisé dans le fascisme européen et éminent sympathisant du groupe de gauche, la *Paix maintenant*.

Peu après l'explosion, la police a trouvé à proximité des tracts offrant 1,1 million de shekels (225 000€) à quiconque assassinerait un dirigeant de la *Paix maintenant*. L'activité la plus visible de ce mouvement est de surveiller et de critiquer l'expansion des colonies en Cisjordanie.

Mr Sternhell, blessé à la jambe, a mis en garde que cette agression pourrait marquer « *l'effondrement de la démocratie* » en Israël. Il s'était attiré l'hostilité de l'extrême droite religieuse en qualifiant les agressions des Palestiniens contre les colons d'actes de résistance contre l'occupation.

Au début de l'année, le Professeur a reçu le prix Israël pour les sciences politiques. L'agence de presse, Arutz Sheva, propriété des colons, a publié un article intitulé *Le Prix Israël pour un professeur qui est pour le terrorisme, la guerre civile*.

Le choc provoqué en Israël par l'attentat montre en partie que de telles agressions sont rares. La plupart des Israéliens jugent l'usage de la violence de juifs contre d'autres juifs comme totalement illégitime, ce qui explique partiellement que les forces de sécurité prennent généralement des gants quand ils ont à traiter avec les colons. Il y a toutefois quelques précédents à ce genre d'agressions. En 1983, Emil Grunzweig a été tué par une grenade jetée par un militant de droite sur un groupe d'adhérents de la *Paix maintenant* qui défilait contre l'invasion du Liban par Israël. Et 12 années plus tard, les Israéliens ont déjanté quand un colon religieux, Yigal Amir, a abattu leur Premier ministre, Yitzhak Rabin.

La violence dirigée contre la gauche juive culmine dans les périodes où l'extrême droite religieuse croit qu'un accord avec les Palestiniens n'est pas loin d'être conclu. Rabin a payé de sa vie le prix de la signature des Accords d'Oslo. De même, Mr Sternhell semble être la victime des mécontentements des colons devant les discussions qui se poursuivent entre le gouvernement et les Palestiniens pour un retrait partiel israélien de Cisjordanie.

Certes, l'atmosphère chez les colons religieux s'est assombrie depuis le désengagement de Gaza, il y a trois ans. Un nombre important ont la conviction que, par la trahison de ce qu'ils perçoivent comme un droit acquis du peuple juif sur le territoire palestinien, le gouvernement se révèle de lui-même indigne de leur loyauté. D'autres sont convaincus que les colons eux-mêmes ont échoué à un test divin en n'ayant pas su faire face au gouvernement et à l'armée.

Quoi qu'il en soit, de nombreux colons d'extrême droite tournent le dos à celles des lois laïques qui heurtent leurs propres convictions. Un observateur israélien a noté que ces colons ne se considèrent plus devoir être loyaux à l'égard de l'Etat d'Israël, mais de la Terre d'Israël, une terre promise par Dieu et non par les politiciens.

Dans le tract trouvé près du domicile de Mr Sternhell, signé par un groupe nommé *l'Armée des libérateurs*, on peut lire « *L'Etat d'Israël est devenu notre ennemi.* »

Le Shin Bet, services secrets de la police, a un département Juifs, dont la mission est de surveiller les activités des terroristes juifs. A la différence de son département Arabes, pourtant, celui pour les juifs a peu d'effectifs et de moyens financiers. Il s'est révélé également très inefficace face à la menace représentée par l'extrême droite.

Les extrémistes juifs qui attaquent les soldats israéliens ou les Palestiniens dans les territoires occupés, qui appellent ouvertement à la violence contre les Palestiniens ou qui expriment des opinions illégales sont rarement poursuivis en justice, même lorsqu'il existe une preuve manifeste de leurs méfaits.

Le mépris général des lois chez les colons de Cisjordanie a atteint de nouveaux sommets et fut marqué ce mois-ci quand les colons de Yitzhar ont commis ce qui fut largement qualifié de « pogrom » contre les Palestiniens du village voisin d'Asira al Qabaliya. Les colons ont été filmés tirant à balle réelle sur les villageois, mais la police n'a jusqu'ici mis personne en accusation.

Ce qu'on oublie souvent aussi, c'est que ce que l'on appelle l' « underground » (\*) juif a un passé d'agressions contre les Palestiniens à l'intérieur même d'Israël, notamment contre ceux qui ont la citoyenneté. Une voiture piégée a raté de peu, mais la blessant gravement, l'épouse d'un député arabe de la Knesset, Issam Makhoul, en 2003. Deux ans plus tard, dans la période du désengagement de Gaza, un soldat/colon, Natan Zada, a abattu 4 passagers dans un car se rendant dans la cité arabe/israélienne de Shafa'amr.

Des groupes comme les *Fidèles du Mont du Temple*, qui cherchent à faire sauter la mosquée d'Al-Aqsa et le Dôme du Rocher dans le Haram al-Sharif de la vieille ville de Jérusalem pour construire à leur place un troisième temple juif, sont peu confrontés aux actions du Shin Bet.

En revanche, le département Arabes du Shin Bet gère un vaste réseau d'informateurs palestiniens dans les territoires occupés et est ciblé par les groupes de défense des droits humains pour employer la torture visant à extorquer des informations aux détenus palestiniens.

En Israël, le département Arabes enquête régulièrement sur les citoyens palestiniens d'Israël, spécialement sur les mouvements islamiques connus pour leurs dons de bienfaisance dans les territoires occupés. Il harcèle aussi des partis politiques, comme l'Assemblée démocratique nationale d'Azmi Bishara, qui demandent l'égalité des droits.

A l'instar des Palestiniens des territoires occupés, les citoyens palestiniens risquent l'enfermement sur des preuves tenues secrètes.

Le chroniqueur bien connu d'Israël, Nahum Barnea, disait la semaine dernière que l'incapacité du Shin Bet à trouver et à arrêter les terroristes juifs provenait d'une « politique délibérée » et d' « obstacles émotionnels » - une façon faussement modeste de suggérer que beaucoup au Shin Bet partageaient au moins certaines des valeurs des colons, même s'ils condamnaient leurs méthodes.

Le Professeur Sternhell a fait à peu près la même chose lors d'une interview à la radio depuis son lit d'hôpital quand il a rappelé qu'Yitzhak Shamir, alors qu'il était Premier ministre, avait défini l' « underground » juif comme « d'excellents jeunes hommes, de vrais patriotes. »

Avec cette carence à faire appliquer la loi, l'extrême droite peut se livrer régulièrement et ouvertement à des activités en marge de la loi, souvent sans risquer sérieusement le châtime. Beaucoup de ses dirigeants, tel Noam Federman, Itamar Ben Gvir et Baruch Marzel, tous de Hébron, sont soupçonnés d'avoir des liens étroits avec le mouvement hors-la-loi *Kach* qui exige le nettoyage ethnique des Palestiniens de la région.

Mr Ben Gvir, qui dirige le groupe *Front national juif*, a nié l'implication de sa faction dans l'agression sur Mr Sternhell, mais il a refusé de la condamner.

Bien que le chef du Shin Bet, Avi Dichter, ait qualifié l'agression contre Mr Sternhell de « *agression terroriste nationaliste apparemment perpétrée par des juifs* », on peut remarquer qu'aucun Israélien n'a demandé la démolition des maisons de ses auteurs.

Cela contraste fortement avec les réactions, la semaine dernière, après qu'un jeune Palestinien ait lancé sa voiture sur un groupe de soldats israéliens près de la vieille ville de Jérusalem. Les politiciens israéliens ont exigé que la maison du jeune soit détruite et que sa famille n'ait plus de toit.

Dans le tollé général contre l'agression à la bombe de la semaine dernière, il revenait au Professeur Sternhell de rappeler aux Israéliens qu'en réalité le terrorisme juif était surtout dirigé non contre des gens comme lui mais contre les Palestiniens.

(\*) *Underground* : mouvement ou milieu clandestin qui se situe en dehors des circuits traditionnels, généralement dans le domaine artistique, mais aussi criminel (ndt).

Jonathan Cook est écrivain et journaliste. Il vit à Nazareth, Israël. Ses derniers livres sont : *Israel and the Clash of Civilisations : Iraq, Iran and the Plan to Remake the Middle East* (Pluto Press) et *Disappearing Palestine : Israel's Experiments in Human Despair* (Zed Books). Son site : <http://www.jkcook.net>

2 octobre

---

## 5-4 Robert Bibeau : Le vrai visage du projet sioniste et les fondements de la question palestinienne.

A lire attentivement.

Une analyse fort intéressante de la situation en Palestine...A LIRE POUR COMPRENDRE...

Cet exposé a pour objet d'essayer de saisir les dynamiques actuelles dans les territoires palestiniens, du point de vue du projet sioniste mais aussi et surtout de celui de la société et des forces politiques palestiniennes, et donc de comprendre ce qui se passe en Palestine pour mieux pouvoir agir. 2008 marque le soixantième anniversaire de la création de l'Etat d'Israël. Je reviendrai donc dans un premier temps sur les événements de 1948, révélateurs de la vraie nature et du sens du projet sioniste, et fondateurs de la lutte du peuple palestinien.

Il sera impossible ici de couvrir les 60 années qui se sont écoulées depuis. J'ai donc choisi de m'attarder, dans un second temps, sur un moment révélateur, la victoire électorale du Hamas en janvier 2006, son sens et ses conséquences. Enfin, je tenterai de donner des éléments de réflexion quant à la situation de la « résistance palestinienne », tant du point de vue des conditions concrètes dans lesquelles les Palestiniens tentent de résister que des initiatives actuellement prises dans les territoires occupés

Robert Bibeau

### 1) Un projet colonial et raciste - 1948

Le 14 mai 1948, David Ben Gourion proclame l'indépendance de l'Etat d'Israël, quasi-immédiatement reconnu par les puissances impérialistes. La « Communauté internationale » confère ainsi, de manière décisive, une légitimité à un projet colonial et raciste, le projet sioniste d'établissement d'un Etat juif en terre de Palestine, auparavant sous mandat britannique.

Un projet colonial car il repose sur l'implantation d'une population très majoritairement européenne sur une terre arabe. En 1948, les Arabes palestiniens représentent plus des 2/3 de la population de la Palestine mandataire.

Un projet raciste car il opère une stricte distinction entre Juifs et non-Juifs, la judéité étant le critère déterminant de la citoyenneté et de la pleine jouissance des droits politiques, économiques et sociaux dans l'Etat d'Israël.

### 2) Nettoyage ethnique

Il existe une contradiction essentielle dans le projet sioniste : la Palestine est une terre majoritairement peuplée d'Arabes non-juifs et l'Etat d'Israël devra, pour bénéficier du soutien international, préserver les apparences d'une démocratie. La seule solution, pour les dirigeants sionistes, qui souhaitent intégrer à l'Etat juif le plus de territoire possible, est donc de chasser les Palestiniens de leur terre. Ils pourront ainsi affirmer qu'Israël est un « Etat juif et démocratique », malgré l'apparente contradiction dans les termes.

Entre 1947 et 1949, plus de 800 000 Palestiniens, soit 80% de ceux qui résidaient à l'intérieur du territoire sur lequel Israël proclame son indépendance, sont expulsés et deviennent des réfugiés. Ce ne sont pas des victimes « collatérales » de la guerre de 1948, mais les victimes d'un plan d'expulsion minutieusement établi, le Plan Daleth, dont l'objectif était simple : le plus de terre et le moins d'Arabes possible sous juridiction israélienne.

L'Etat juif était né, non pas d'un miracle, comme l'a encore récemment déclaré le Premier Ministre britannique Gordon Brown, mais du nettoyage ethnique, au terme duquel moins d'1/3 de la population s'attribue 78% de la superficie de la Palestine du Mandat. Pour les Palestiniens, c'est la Nakba, la Catastrophe, moment fondateur de leur lutte d'émancipation nationale. Le peuple palestinien est aujourd'hui encore très largement un peuple de réfugiés : selon les dernières statistiques, 7 millions sur une population totale de 10 millions, soit 70% d'entre eux.

### 3) Israël, au service des puissances impériales

Israël se construit une double légitimité, idéologique et politique, qui va progressivement conduire l'ensemble des grandes puissances à soutenir de façon quasi-inconditionnelle la politique expansionniste et guerrière de l'Etat juif.

- Une légitimité idéologique : les dirigeants sionistes, non contents de voler la terre, vont également voler la mémoire. La mémoire du génocide juif et des 6 millions de morts, en installant progressivement l'idée que la constitution de l'Etat d'Israël et l'ensemble de ses décisions politiques ne sont que la conséquence logique et la seule réponse possible aux horreurs perpétrées par les Nazis. Il s'agit de jouer sur la culpabilité européenne tout en ne froissant pas les gouvernements et les populations, la faute commise étant payée par les Palestiniens,

pourtant totalement étrangers aux événements tragiques de la deuxième Guerre Mondiale. L'escroquerie intellectuelle est la suivante : l'existence passée des camps de concentration justifie l'existence éternelle des camps de réfugiés.

- Une légitimité politique : dès ses origines le projet sioniste s'est affirmé comme un auxiliaire des puissances impériales. Le père fondateur du sionisme, Theodor Herzl, écrivait dès la fin du 19ème siècle que « l'Etat juif sera[it] un rempart de la civilisation contre la barbarie »... Il n'est guère étonnant dès lors que, dans le contexte post-deuxième Guerre Mondiale, qui est notamment celui du développement des luttes d'émancipation nationale contre les puissances coloniales, ces dernières aient vu d'un œil bienveillant l'implantation d'un Etat ami dans une région aux enjeux économiques et géostratégiques majeurs.

C'est ainsi qu'en 1956, lorsque le dirigeant égyptien Nasser nationalise le Canal de Suez, Israël est partie prenante de l'opération franco-britannique visant à reprendre le contrôle du Canal. Israël s'adapte progressivement aux changements qui s'opèrent dans les rapports de force entre puissances impériales et fait preuve de son allégeance à l'impérialisme qui devient dominant, l'impérialisme états-unien : en juin 1967, l'armée israélienne écrase, lors de la Guerre des 6 jours, les armées arabes et notamment celles de deux adversaires déclarés des Etats-Unis, l'Egypte et la Syrie. Israël porte un coup fatal au nationalisme arabe, qui ne se relèvera jamais de cette défaite, montre son rôle de précieux auxiliaire régional, s'assurant ainsi du soutien quasi-indéfectible des Etats-Unis, tout en conquérant, entre autres, la Cisjordanie et la Bande de Gaza, achevant de la sorte la conquête de l'ensemble de la Palestine

⇒ **Trois points essentiels sont à retenir :**

- Le caractère colonial et raciste de l'Etat d'Israël n'est pas accidentel mais structurel : établir un Etat juif sur une terre majoritairement peuplée d'Arabes non-juifs signifie guerres, expulsions, colonisation et répression de tout mouvement d'émancipation nationale.

- Le fondement de la lutte de libération nationale palestinienne est l'expulsion de 1947-49 : les Palestiniens sont très majoritairement des réfugiés aspirant à revenir sur leurs terres et aucune « solution » à la question palestinienne ne pourra faire l'impasse sur la revendication du droit au retour. Au contraire, cette revendication est la substance même de la cause palestinienne.

- Le rôle d'Israël dans le système impérialiste est un rôle fonctionnel : l'Etat juif a, sans discontinuer depuis 60 ans, joué le rôle de sous-traitant des puissances impériales, principalement des Etats-Unis, au Moyen-Orient. Aujourd'hui sa tâche est de neutraliser les deux facteurs qui déstabilisent le plus la région : le peuple palestinien et la résistance libanaise, notamment le Hezbollah. Et demain, l'Iran ?!!) La victoire du Hamas lors des élections de janvier 2006 et ses suites : révélateur et accélérateur des dynamiques et des contradictions dans les territoires palestiniens

### **1) Que signifie, en janvier 2006, la victoire du Hamas aux élections législatives ?**

- La défaite logique de la direction sortante de l'Autorité Palestinienne (AP) : le groupe dirigeant de l'AP se compose quasi-exclusivement de cadres de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) exilés à Tunis, qui sont revenus dans les territoires palestiniens en 1994, suite à la signature des Accords d'Oslo. Ils ont une base sociale très limitée et n'ont été acceptés par la population que dans la mesure où ils promettaient la fin de l'occupation et la satisfaction des droits nationaux du peuple palestinien. Mais c'est le contraire qui se passe au cours de la deuxième moitié des années 90 et au début des années 2000 : impasse politique, extension de la colonisation, poursuite de la répression...

Ils multiplient en outre les pratiques autoritaires, s'enrichissent grâce à la corruption et au détournement des aides, développent de véritables réseaux mafieux... et collaborent avec Israël : arrestation de centaines de résistants, dont une partie sont remis aux autorités israéliennes, mais aussi contrats économiques pour le moins « douteux ». C'est ainsi que Jamil Tarifi, plusieurs fois ministre, empoche de juteux bénéfices en construisant les routes reliant les colonies ou qu'Ahmed Qoreï, à une époque Premier Ministre et aujourd'hui encore principal négociateur palestinien, fournit du ciment pour la construction de certaines colonies et même, selon une commission parlementaire palestinienne, pour le Mur.

- La victoire logique du Hamas : ce courant s'est développé et est apparu comme « l'autre voie », en alliant soutien matériel à la population (hôpitaux, écoles, aides financières directes...), critique virulente du Processus d'Oslo et poursuite de la résistance contre Israël. Les organisations de gauche (Front Populaire de Libération de la Palestine, Front Démocratique de Libération de la Palestine, Parti du Peuple Palestinien), considérablement affaiblies par la chute de l'URSS et suivistes, pour ne pas dire opportunistes, vis-à-vis de l'AP et d'Oslo, ne sont pas apparues comme une alternative crédible.

- Le sens du vote de 2006 est clair : il s'est agi d'exprimer un refus de la capitulation et de la collaboration, un refus de se soumettre aux « solutions » parrainées par les impérialistes et une volonté de poursuivre la lutte, par tous les moyens nécessaires, contre l'occupation et pour la satisfaction de l'ensemble des droits du peuple palestinien.

Ce vote est un vote politique et non un vote « religieux ». Le Hamas a été majoritaire dans des zones à forte majorité chrétienne, comme à Béthléem, dans lesquelles on ne peut guère soupçonner la population de souhaiter l'établissement d'un « Etat islamique » ou, pour reprendre une expression en vogue en Israël et dans certaines capitales occidentales, un « Hamastan ». C'est précisément parce que ce vote était un vote politique, une véritable Intifada électorale, que les puissances impérialistes et Israël ont décidé, dès les résultats proclamés, d'en faire payer le prix à la population.

### **2) Du boycott au putsch**

Dès les premières semaines qui suivent le vote, un boycott économique, politique et diplomatique se met en place, qui va considérablement renforcer l'isolement international des Palestiniens et aggraver leurs conditions de vie. Ce boycott est organisé conjointement par l'Union européenne, les Etats-Unis, Israël et la plupart des régimes

arabes, et sera doublé à l'été 2006 d'une offensive israélienne contre la Bande de Gaza, place-forte du Hamas. Il s'agit d'isoler ce dernier et de le désigner comme responsable de la dégradation de la situation, afin d'encourager la population à se soulever contre lui. Mais la manœuvre échoue puisque la popularité du Hamas, loin de diminuer, a tendance à s'accroître.

Israël et ses alliés passent donc au « Plan B » : renverser militairement le Hamas en s'appuyant sur une fraction de la direction sortante de l'AP, prête à tout pour revenir aux affaires.

Un plan est élaboré à Washington, par le Département d'Etat, la CIA, les services israéliens et la fraction putschiste de l'AP, dirigé par le député Fatah Mohammad Dahlan, qui bénéficie du soutien implicite du Président Abbas. Il s'agit, en armant et en formant plusieurs centaines d'hommes de Dahlan en Egypte et en Jordanie, en les introduisant progressivement dans la Bande de Gaza et en armant les milices de Dahlan déjà implantées sur place, de renverser militairement le Hamas et de rendre le pouvoir aux « amis » des Etats-Unis et d'Israël. En juin 2007, le Hamas, qui a pressenti la menace, décide de prendre les devants et inflige en à peine 48 heures une défaite aux putschistes qui sont contraints de fuir la Bande de Gaza.

C'est à la lumière de cette tentative de putsch avortée et de ses conséquences immédiates que l'on peut comprendre la situation chaotique que connaissent aujourd'hui les territoires palestiniens.

### **3) Toujours pas d'Etat mais deux gouvernements**

Débarrassé des milices de Dahlan, le Hamas assure son emprise sur l'ensemble de la Bande de Gaza. Ce contrôle exclusif du territoire va s'accompagner de mesures répressives (arrestations, interdiction de journaux, fermeture de stations de radio...) à l'égard des autres forces politiques et d'un refus de partager le pouvoir, y compris avec les organisations déterminées à poursuivre la résistance. En Cisjordanie le Hamas renonce à se battre pour quelques zones autonomes en réalité sous contrôle israélien, se met en retrait et doit, qui plus est, faire face à la répression conjointe d'Israël et de l'AP. Au début de l'été 2008, les termes de la trêve signée avec Israël semblent indiquer que le Hamas a fait de ce qui pouvait apparaître comme une réponse excessive à la tentative de putsch une véritable orientation : la trêve, et c'est une première, ne concerne que la Bande de Gaza et elle a été négociée par les seuls représentants du Hamas. Décidées à faire respecter le cessez-le-feu, les forces de sécurité du Hamas ont arrêté plusieurs combattants du Jihad ou du FPLP qui, considérant qu'Israël ne tenait pas compte de la trêve, avaient repris les tirs de roquettes.

- Après le putsch avorté de Gaza, le Président Abbas (Abu Mazen) décrète l'état d'urgence et nomme un Cabinet dirigé par Salam Fayyad. Ancien Ministre des Finances, Fayyad a fait une carrière de haut fonctionnaire à la Banque Mondiale et au FMI et bénéficie de la confiance des Etats-Unis et de l'Union européenne. Il avait présenté une liste lors des législatives et obtenu moins de 2% des sièges. Mais l'essentiel n'est pas là : avec le gouvernement Fayyad, les aides économiques reprennent et, à la fin de l'année 2007, ce sont 7 milliards de dollars qui sont promis à l'AP lors d'une conférence à Paris.

Mais ce retour des aides n'est pas sans contrepartie. Les donateurs exigent qu'Abu Mazen et Fayyad participent à la mise en place ce que l'on peut appeler un Plan « silence contre nourriture » : le retour des aides internationales est conditionné au désarmement de la résistance en Cisjordanie et à l'adoption d'un certain nombre de mesures permettant l'adaptation définitive de l'économie palestinienne aux principes du capitalisme néo-libéral et la normalisation totale des relations économiques avec Israël.

Les forces de sécurité sont réformées, les cadres ayant un passé militant sont mis à l'écart ou à la retraite et remplacé par des « professionnels » du maintien de l'ordre, souvent formés par les Etats-Unis, l'Egypte ou la Jordanie, tout comme les milliers de nouvelles recrues chargées de rétablir l'ordre dans les Zones autonomes palestiniennes de Cisjordanie. Des centaines d'arrestations ont lieu, entre autres au cours d'opérations de « restauration de l'ordre » dans des villes comme Jénine ou Naplouse. Le chaos régnait dans ces villes et la population devait faire face à la loi des gangs et des mafias, mais l'AP en a profité pour traquer et arrêter les derniers combattants armés du Jihad, du Hamas ou même du Fatah. La totalité d'entre eux sont aujourd'hui désarmés et/ou en prison.

Sur le plan économique, c'est un véritable Plan d'Ajustement Structurel qui est mis en place : réduction de la dépense publique, privatisations, gel des salaires des fonctionnaires, coupes franches dans les budgets sociaux (pour la période 2008-2010, les budgets « Santé » et « Education » additionnés équivalent au budget « Sécurité »)... Fayyad multiplie en outre les projets économiques conjoints avec Israël (Zones industrielles, projets touristiques...) et accélère la normalisation des relations économiques avec l'occupant, la fin de l'occupation n'étant pas posée comme préalable à la mise en place de ces projets. Cette normalisation des relations est sans aucun doute le prélude à la normalisation des relations économiques d'Israël avec le reste des pays arabes.

⇒ **La situation dans les territoires palestiniens est donc doublement contradictoire :**

- Il existe tout d'abord une contradiction majeure entre les aspirations de la population, telles qu'elles se sont exprimées lors des élections de 2006 et telles que chacun peut les entendre dans la rue palestinienne, et la direction de l'AP, reconnue comme « seule légitime » par les pays occidentaux et par Israël. Tandis que la conquête sioniste se poursuit, avec le siège de Gaza, l'enfermement quasi-achevé des Palestiniens dans des cantons entourés de murs et l'annexion, de fait, de plus de 50% de la Cisjordanie à Israël, Abu Mazen et Fayyad plient doucement l'échine et obéissent quasiment sans protester à Israël et à ses alliés.

- Il existe également une contradiction entre le « mandat » du Hamas et son orientation effective. Tout indique qu'une fraction significative de la direction du Hamas, socialement identifiable comme membre de la petite bourgeoisie commerçante et intellectuelle, est disposée à trouver sa place au sein des projets états-Uniens pour le Moyen-Orient. Ils tentent en effet de faire preuve de leur bonne volonté, notamment avec la signature et le respect de la trêve, qui n'est pourtant pas respectée par Israël, et de démontrer leur capacité à faire ce que l'AP n'avait pas réussi à faire par le passé : neutraliser la résistance et contrôler les zones incontrôlables pour Israël, comme la Bande de Gaza. Le mouvement Hamas est en pleine évolution, des fissures sont de plus en plus

visibles en son sein et si la direction prise est maintenue, nul doute qu'il devra faire face à la colère de la population et d'une partie de sa base. Pour la première fois des dirigeants du Hamas ont critiqué, cet été, la politique du mouvement à Gaza.

### **III) Dans ces conditions, quelle résistance palestinienne ?**

#### **1) Les effets de l'occupation israélienne**

- L'isolement de la Bande de Gaza et la fragmentation de la Cisjordanie en plusieurs dizaines d'entités territoriales séparées les unes des autres par des points de contrôle israéliens réduisent considérablement toute activité économique, sociale et politique. Cela confronte tous ceux et toutes celles qui souhaitent, d'une façon ou d'une autre, poursuivre la résistance, à une difficulté majeure : non seulement les situations varient selon les zones autonomes, mais surtout il est de plus en plus difficile, dans ces conditions, de développer un projet politique « national ». Difficulté pour se déplacer, pour se réunir, pour mener des actions en commun sur l'ensemble du territoire... Autant de facteurs qui handicapent considérablement quiconque tente d'organiser une résistance unifiée sur l'ensemble des territoires palestiniens.

- La répression israélienne se poursuit et s'est même considérablement accentuée au cours de l'année 2008 : les incursions, bombardements, assassinats extra-judiciaires... ont causé plus de morts depuis le début de 2008 qu'au cours des 18 mois précédents. Il y a aujourd'hui en outre près de 12 000 détenus palestiniens dans les prisons israéliennes, et malgré quelques médiatiques libérations ce nombre ne cesse de s'accroître. A titre de comparaison, rapporté au nombre d'habitants, c'est comme s'il y avait en France 200 000 prisonniers politiques...

- L'asphyxie économique conduit la quasi-totalité des habitants des territoires palestiniens à se préoccuper davantage de leur survie que de la lutte d'émancipation : le chômage endémique et la hausse des prix (nombre de produits de première nécessité ont vu leurs prix doubler en l'espace d'un an...) affectent l'ensemble de la société palestinienne et ont pour une conséquence une dichotomie de plus en plus importante entre problématiques du quotidien et lutte de libération nationale, ainsi qu'une montée des idéologies et des comportements individualistes.

- Enfin, cette situation entraîne des dégâts psychologiques majeurs. Prisonniers du quotidien, prisonniers dans leur « Zone autonome », les Palestiniens ont de plus en plus de difficultés à se projeter dans le temps et dans l'espace, ce qui a deux conséquences majeures : un repli sur la ville, le village, le camp, la famille... et l'impossibilité de penser des projets sur le moyen ou le long terme. Des conditions qui pénalisent grandement celles et ceux qui tentent de repenser un projet de libération collectif qui implique nécessairement une vision débarrassée des contingences du quotidien et de toute forme de repli local et/ou familial.

#### **2) Des interrogations majeures, un débat désorganisé**

La « Deuxième Intifada » est bien finie. Elle se solde par une défaite majeure, sur le plan militaire, politique et idéologique. Nombre de questions se posent de manière ouverte, qui reposent, de fait, la question nationale palestinienne à la lumière des événements de 1948 et de tout ce qui s'est passé depuis, dans la société et chez nombre de militants et de forces politiques. On pourrait résumer ces interrogations en 5 questions génériques même si le débat n'est pas organisé et clairement formulé, mais plutôt diffus dans l'ensemble des territoires palestiniens :

- Que signifie aujourd'hui la revendication de l'Etat palestinien indépendant aux côtés d'Israël, même à titre transitoire ? La Cisjordanie a été intégrée à Israël, économiquement, politiquement, démographiquement. Dans ces conditions quelle pertinence a la revendication de l'Etat indépendant qui, pour Israël, n'a jamais signifié autre chose que quelques cantons isolés, encerclés par des Murs, sans aucune viabilité ?

- Quelle articulation entre résistance populaire, impliquant l'ensemble de la société palestinienne, le mouvement syndical et associatif, les forces politiques... et résistance armée ?

- Comment réunifier l'ensemble du peuple palestinien ? Le peuple palestinien est en effet fortement divisé : Palestiniens résidant en Israël (1.2 million), en Cisjordanie (2.3 millions), à Gaza (1.4 millions), dans les autres pays arabes (4.8 millions, dont 3.1 millions en Jordanie), division à laquelle s'ajoute celle entre réfugiés (7 millions) et non-réfugiés (3 millions).

- Quel cadre politique pour le Mouvement de libération nationale ? La division du mouvement affaiblit considérablement la lutte et la constitution d'un cadre commun, au-delà de la vieille OLP, posant la question de la résistance et du combat pour l'émancipation, et pas celui de la gestion des Zones autonomes allouées par Israël est, même si ce n'est qu'à un stade relativement peu avancé, ouvertement posée.

- Quels liens développer avec le mouvement de solidarité internationale, afin que cette solidarité soit politique et non caritative, efficace et pas seulement symbolique ? Et comment, notamment, faire reprendre à l'ensemble du mouvement de solidarité le mot d'ordre le plus consensuel dans le mouvement associatif, syndical et politique palestinien, celui du boycott total (économique, politique, diplomatique, académique, culturel...) d'Israël, qui a fait ses preuves lors du combat contre le régime d'Apartheid en Afrique du Sud ?

#### **3) Résister aujourd'hui en Palestine**

Le projet sioniste porte en lui la négation et donc la destruction de la société et de l'identité palestiniennes. La défaite de la « Deuxième Intifada », la faillite de l'AP, le cours suivi par le Hamas... réduisent considérablement les marges de manœuvre de ceux qui veulent encore résister, envers et contre tout et tous. Autour, notamment, de militants ou d'anciens militants du FPLP ou du Fatah, nombre d'initiatives sont néanmoins prises, surtout dans les camps de réfugiés, dans lesquels se trouvent ceux qui n'ont rien à gagner à une trêve débouchant sur un accord partiel. Leur objectif est double :

Maintenir, coûte que coûte, les revendications essentielles du peuple palestinien, et notamment celles du droit au retour des réfugiés. Cela passe par l'organisation d'expositions, de rencontres entre les plus jeunes et les anciens, autrefois chassés par les milices sionistes, de manifestations de rue... qui visent à transmettre l'héritage et à continuer de rendre visible cette revendication.

Au-delà, il s'agit tout simplement de résister à l'entreprise sioniste de sociocide, en redonnant son sens à l'action collective, en luttant contre les replis individualistes, en maintenant et en reconstruisant l'esprit de résistance dans une période de reflux : associations de femmes, coopératives agricoles, syndicats indépendants de l'AP, comités de familles de prisonniers, comités de village, centres culturels dans les camps de réfugiés... Il s'agit, souvent au-delà des clivages politiques, de pallier la déroute de l'AP et des partis politiques, de sauver ce qui reste à sauver de la société palestinienne et de reconstruire ainsi, progressivement, l'esprit de résistance, mais aussi de préparer les générations futures à la lutte.

Chacun sait en effet que, dans une société où plus de 50% de la population a moins de 15 ans, la réalité aura rapidement raison des promesses de lendemains qui chantent et que ce sont pas les flics de l'AP ou les forces de sécurité du Hamas qui empêcheront une nouvelle génération de se soulever contre ses oppresseurs, israéliens mais aussi, le cas échéant, palestiniens.

Quand cela se produira-t-il ? Nul ne peut le dire précisément. Mais il est certain que la population n'attendra pas la refonte du mouvement national, de son programme et de sa stratégie ou un accord entre les forces palestiniennes pour se révolter à nouveau. C'est en revanche de ces derniers facteurs, ainsi que du succès des initiatives décrites plus haut, que dépendront, en grande partie, le visage et l'issue de ce soulèvement.

Robert Bibeau [robert.bibeau@sympatico.ca](mailto:robert.bibeau@sympatico.ca)

<http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

<http://juliensalingue.over-blog.com/article-22704608.html>

---

## 5-5 Rapport : En "Israël" : Appels à des solutions politiques pour les opérations de résistance à Al-Quds.

Les opérations de résistance sont en forte augmentation, dans la ville d'Al-Quds, s'inquiètent des sources israéliennes de sécurité. Il y a ces opérations d'écrasement pratiquées par des habitants de la sainte ville avec leurs bulldozers ou avec toutes sortes de véhicules. Il y a aussi ces soldats visés par des tirs palestiniens. L'Israélien ne se sent plus en sécurité.

### Peur dans les rues

L'écrivain israélien Fishman, dans un article écrit dans le journal hébreu Yediot Ahronot, montre son mécontentement envers l'armée de l'occupation et les services de sécurité israéliens. Pour lui, ils ne font pas leur travail. Ils ne trouvent aucune solution pour faire face à de telles opérations. Pour lui, la réussite d'une telle opération permet ensuite la réussite d'autres opérations, jusqu'à ce que l'existence des Israéliens soient menacée. Les gens auront peur d'emprunter les rues, comme ils avaient, il y a quelques temps, peur de prendre les bus.

Depuis le début de l'année, six opérations de ce genre ont été menées, tuant treize Israéliens, s'inquiètent des sources de la sécurité israélienne.

En fait, les politiciens et les hommes israéliens de la sécurité sont inquiets de ces opérations pour plusieurs raisons.

### La résistance individuelle

Tout d'abord, durant les neuf mois qui viennent de s'écouler, les opérations ont connu une continuité constante, bien qu'on ne trouve aucun lien entre leurs exécuteurs. On parle désormais du « phénomène du terroriste (du résistant) individuel ».

En effet, on ne trouve aucun lien entre les exécuteurs desdites opérations et les factions palestiniennes. Ils ne reçoivent aucune instruction venant de la Cisjordanie ou de la bande de Gaza, tranche le Shabak.

La deuxième raison de cette inquiétude reste la facilité de la pratique de tels actes. Les Palestiniens d'Al-Quds (Jérusalem) connaissent bien leur ville. En outre, si la procuration d'une arme était difficile et pouvait attirer l'attention des services de sécurité, une opération effectuée avec un bulldozer ou avec n'importe quel véhicule serait facile et ferait peut-être plus de mal qu'une arme réelle.

Les Israéliens ont peur que de telles opérations soient imitées partout dans les territoires palestiniens occupés. Il y a peu de temps, un chauffeur palestinien a pu, avec sa propre voiture, blesser dix-neuf soldats israéliens, avant qu'il ne soit exécuté. Suite à cet événement, Olmert, le premier ministre israélien, a reconnu l'inexistence d'une méthode facile pour lutter contre ce phénomène.

### Pourquoi ?

Le journaliste israélien Amous Har'il croit que l'échec des négociations avec l'autorité palestinienne de Ramallah est la cause principale de telles opérations.

La cause réelle reste celle présentée par le Shabak, les services de renseignements israéliens. Les Palestiniens qui habitent dans la ville d'Al-Quds (Jérusalem) ne veulent en aucun cas laisser tomber leur ville, croient le Shabak.

Pour ces raisons et pour beaucoup d'autres, désormais, le service du Shabak appelle à une solution politique pour traiter de telles opérations, au lieu de renforcer encore plus l'oppression pratiquée contre le peuple palestinien.

En tout cas, ces opérations font partie de la résistance menée par tout le peuple palestinien, partout où il se trouve, sans distinction quelconque entre les territoires occupés en telle année ou en telle autre, exprime le mouvement de la résistance islamique Hamas. Les Palestiniens trouveront toujours le moyen de montrer leur résistance, en dépit de tous les obstacles, malgré toutes les difficultés, au mépris de toute l'oppression israélienne.

## 5-6 Gabriel Ash : Livni : La fabrication d'une « colombe » israélienne.

Avec le Premier ministre israélien Ehud Olmert obligé de se concentrer sur ses accusations de corruption, Tzipi Livni, la ministre israélienne des Affaires Etrangères, a remporté les primaires du parti au pouvoir, Kadima, et espère former un nouveau gouvernement.

Livni, comme Olmert, vient **du mouvement révisionniste de Droite**, le prédécesseur idéologique du Likoud (le nom fait référence à leur demande de **réviser les termes du Mandat Britannique pour que ce qui est maintenant la Jordanie soit inclus dans le futur État juif**).

Son père, Eitan Livni, était un officier des opérations du groupe terroriste révisionniste Etzel.

Au printemps dernier, Livni a exprimé sa pure arrogance en demandant que les Palestiniens effacent le mot «Nakba» (le terme arabe pour la dépossession forcée des Palestiniens de leur patrie) de leur lexique s'il devait y avoir la moindre chance d'un "État palestinien" et de "la paix" - ce sont rarement les déclarations d'une "colombe". Pourtant, aussi bien en Israël que dans les médias du monde entier, c'est précisément la réputation que Livni a cultivée. Cette perception de Livni repose principalement sur son supposé "trajet" **de l'extrême-droite au soutien d'un État palestinien**.

La carrière politique de Livni a commencé au Likoud. Toutefois, elle avait suivi ses mentors, le Premier Ministre de l'époque, Ariel Sharon et Olmert, dans Kadima en 2005, après que **le Likoud soit devenu trop fortement identifié au mouvement des colons** qui avait bloqué le désengagement prévu de la Bande de Gaza par Sharon. Olmert a, depuis, expliqué de façon claire et sur un ton quelque peu irrité à ses électeurs que **le rêve de "toute la terre d'Israël" était mort** : un État palestinien établi sur une certaine partie de la Cisjordanie et à Gaza, comprenant une certaine partie de Jérusalem-Est, est la seule base sur laquelle Israël peut chercher à négocier avec ses voisins. Livni est étroitement associée aux mêmes opinions "modérées".

Cette représentation de Livni (et d'Olmert) en tant que colombes est basée sur une distinction légendaire entre la «Gauche Sioniste» désirant la paix et la **«Droite Sioniste» voleuse de terres**.

Avec Sharon, Olmert et Livni, **tous originaires de l'Extrême-Droite** ayant adopté l'un après l'autre des soi-disant positions «de Gauche», nous constatons paradoxalement la victoire de la vision politique de la «Gauche sioniste» d'un retrait (partiel) des territoires palestiniens occupés, et pourtant dans le même temps, le développement continue des colonies et de la matrice de contrôle et la violence quotidienne qui les entourent au point que l'idée d'un État palestinien souverain aux côtés d'Israël semble pour de nombreux observateurs n'être plus viable. Pour comprendre ce paradoxe et déchiffrer les tendances qu'incarne Livni, nous devons comprendre la logique profonde de la politique israélienne.

Les termes "Gauche" et "Droite" comportent des connotations de points de vue politiques et moraux opposés. Cependant, dans le contexte colonial d'Israël, les termes décrivent des désaccords stratégiques et factionnels et même ceux-ci ont en grande partie disparu avec le temps.

Le Likoud est apparu dans les années 1970 en tant qu'alliance de ressentiment contre le parti corporatiste au pouvoir, les Travailleurs. Le Likoud a réuni **des propriétaires de petites entreprises, des idéologues nationalistes pleins de rancune et les masses en colère Mizrahim appauvries et marginalisées**, les juifs des pays arabes. L'alliance décisive du Likoud établie entre la libéralisation économique, le ressentiment culturel et de classe et **l'ultranationalisme revanchard** savaient que de nombreux changements restaient pourtant la base définissant la structure profonde de la politique israélienne.

Depuis les années 1990, Israël a connu une **forte mondialisation et privatisation néolibérales** qui a démantelé l'État-providence et **augmenté les inégalités économiques presque qu'au niveau des États-Unis**. Ce programme reflétait l'ensemble **des intérêts des classes moyennes et supérieures d'Israël**. Mais il a également coïncidé avec une maturation politique de **la population Mizrahi appauvrie qui fait partie des perdants de la mondialisation**. L'ultranationalisme et **le soutien grandissant aux colonies** est devenu le mécanisme pour réconcilier le poids politique grandissant de ces secteurs sociaux les plus pauvres avec les intérêts économiques des classes moyennes et supérieures.

Le service militaire et les colonies dans les territoires occupés sont devenus un filet de sécurité social alternatif accessible seulement aux Juifs pauvres, un moyen pour les groupes juifs marginalisés de recevoir des subventions de financement, du travail et de l'éducation par des allocations spéciales au lieu du système d'aide sociale national qui a été démantelé.

Ce compromis de classe a toujours été sensible à la situation internationale. Dans sa période de formation au début des années 1990, la pression pour la libéralisation était liée à l'Accord de Madrid et, plus tard, au cadre des négociations d'Oslo. Les États-Unis ont créé des pressions significatives sur Israël pour qu'il exerce un minimum de retenue.

Faire semblant de s'intéresser à un État palestinien était le ticket d'entrée dans le nouvel ordre mondial de la mondialisation menée par les États-Unis.

Cette pression a donné les moyens d'assumer un "mouvement de la paix" à une classe moyenne militante blanche en Israël qui avait peur de rester à l'écart de la mondialisation par l'intransigeance des classes inférieures. Toutefois, le nouvel appétit américain pour la guerre pendant l'administration de George W. Bush a effectivement tué ce "mouvement de la paix". En particulier, quand la deuxième Intifada palestinienne a perdu de

l'ampleur, **l'expansion des colonies et la répression militaire** ne menaçaient plus l'intégration des élites israéliennes dans l'ordre mondial néolibéral. Au contraire, avec le monde occidental sur le pied de guerre, Israël pouvait être à la fois néolibéral et belliqueux.

Le premier poste important de Livni dans le "service public" a été d'être **à la tête de l'agence pour la privatisation des sociétés nationales**. Comme Sharon et Olmert avant elle, Livni représente d'abord et avant tout **des intérêts néolibéraux**. Elle tire son soutien de la petite oligarchie israélienne et doit sa victoire politique aux riches habitants de la côte. Contrairement à son infime victoire dans les primaires, les bureaux de vote de Tel-Aviv lui ont accordé 80% des voix.

Son parti Kadima a été créé par une scission du Likoud et du parti Travailleiste quand ces deux derniers ont été menacés par des insurrections populistes internes par les représentants du mouvement des colons au Likoud et par l'arrivée du militant travailleiste Mizrahi, Amir Peretz, chez les Travailleistes.

En tant que représentants de l'oligarchie au pouvoir, Kadima et son nouveau chef ont un rôle complexe d'équilibre. Ils doivent de plus en plus offrir des opportunités économiques pour leurs électeurs nantis tout en maintenant le système d'aide sociale incarné par la construction de colonies et la répression militaire des Palestiniens.

Cet équilibre est rendu particulièrement difficile par la grande incertitude occasionnée par la puissance mondiale en baisse des Etats-Unis et **l'incertitude concernant les politiques de la prochaine administration**. Un Etat américain moins puissant **pourrait forcer Israël à dépendre plus de la bonne volonté des oligarchies arabes et des Etats européens**. Cela pourrait **signifier une tolérance internationale moindre pour les atrocités de l'occupation**. Les classes aisées sont tout à fait conscientes de l'importance de la légitimité internationale pour leur bien-être et s'élèveront contre toute menace, réelle ou perçue. La "modérée" Livni est leur espoir.

Toutefois, elle ne peut pas prendre le risque de s'aliéner les classes **les plus pauvres, pour qui les colonies et l'armée représentent l'accès aux fonds publics et à une mobilité sociale**. Les perdre signifierait une défaite électorale.

L'"Etat palestinien", que soutient Livni, **une série de bantoustans morcelés et alambiqués** entourés par des murs et des checkpoints n'est pas un compromis, bien qu'imparfait, entre les nationalismes israéliens et palestiniens.

Il s'agit d'un compromis entre le besoin des riches Israéliens d'une intégration économique internationale et la dépendance économique des électeurs juifs les plus pauvres à la poursuite de l'occupation. Les aspirations palestiniennes ne font pas partie du tout de cet arrangement. Ils sont censés simplement s'effacer eux-mêmes de leur lexique. Mais cela ne va pas se produire.

**Gabriel Ash**

Gabriel Ash est un militant et écrivain. Ash est membre de IJAN (International Jewish Anti-Zionist Network). Il écrit parce que la plume est parfois plus forte que l'épée, et parfois non. Il accepte les commentaires à l'adresse suivante : [gaevildoer@gmail.com](mailto:gaevildoer@gmail.com).

Sources [ISM](#)

Posté par Adriana Evangelizt

<http://palestine.over-blog.net/article-23541898.html>